



CONFERENCE ANNUELLE DE L'IAG SUR LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

MOT DE CLÔTURE

Prof. Adebayo Olukoshi,

Directeur Exécutif a.i. de l'IAG

Excellence Madame le Ministre Délégué auprès du Ministre de la Justice, chargé des Droits Humains,

Excellence Honorable Madame la Présidente de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples,

Excellence Madame la Présidente de la Cour de Justice de la CEDEAO,

Excellences Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et

Représentants d'Organisations Internationales,

Messieurs les Officiers,

Mesdames et Messieurs,

Chers Collègues,

L'importance de l'articulation entre Démocratie et Droits de l'Homme à été rappelée ce matin et il me semble que ce message a bien été dit et entendu.

Nous sommes cependant allés au-delà de cette idée, et j'aimerais, si vous me le permettez, résumer en quelques mots l'essentiel de ce qui a été dit.

Je crois qu'actuellement, dans le monde, nous vivons un moment de recul démocratique. Si on regarde ce qui se passe dans différentes régions, il est bien possible de commencer à penser que ce que le professeur américain, Samuel Huntington, avait appelé la « troisième vague de démocratisation » est en crise. Cette crise touche le modèle démocratique, mais également le système de gouvernance économique démocratique. Et l'Afrique n'est pas épargnée par ces deux aspects de la crise.

Ce qui a été souligné ce matin par Mme Alapini-Gansou, et appuyé par le Pr. Tine, c'est que pour nous en Afrique la question n'est pas de choisir entre la démocratie et l'autocratie. **Dans un sens, nous sommes 'condamnés' à la démocratie ; et il est important de l'affirmer**

solennellement dans le contexte de la préparation du sommet de l'UA sur les « valeurs partagées ». Nous nous organisons pour lutter pour la réalisation de la démocratie que nous voulons voir en Afrique : une démocratie qui est fondée sur le respect des Droits de l'Homme et qui tient compte des besoins développementaux de nos différents pays ainsi que des citoyens africains.

Madame Gansou a aussi insisté – et les échanges l'ont confirmé – sur le fait qu'il faut savoir anticiper. Après ce qui s'est passé à Nairobi avec les élections kenyanes – c'était dans un contexte à peu près similaire à bien des contextes ; le président avait prêté serment très rapidement dans le jardin présidentiel, puis les négociations ont commencé – nous avons vu cela se répéter au Zimbabwe. Nous avons aussi vu cela, dans un contexte quelque peu différent à Madagascar et dans d'autres pays où la crise de transition se pose vivement. Nous sommes par conséquent appelés à commencer à mieux anticiper pour éviter ces situations et à développer des moyens qui nous aident à gérer les processus démocratiques qui se déroulent dans nos différents pays.

En deuxième lieu, nous avons rappelé l'importance de la réflexion. C'est vrai que nous avons passé beaucoup de temps à réfléchir. A tel point qu'il a parfois été dit que si la réflexion pouvait sauver un continent, l'Afrique aurait été sauvée depuis. Mais je crois qu'il est important de ne pas oublier qu'il n'y a pas d'action sans réflexion. Il s'agit alors de savoir comment on fait le lien entre réflexion et action. C'est la question qui était posée aujourd'hui. Continuons à réfléchir sur cette question et, au-delà, tirons-en les conclusions qui peuvent nous aider à agir avec beaucoup plus d'efficacité pour le développement de notre continent.

L'importance de l'histoire et de la mémoire a aussi largement été soulignée. **On ne peut pas chercher et mettre en œuvre des solutions aux problèmes de Démocratie et Droits de l'Homme que connaissent les pays africains, sans revenir sur leur histoire et leur mémoire.** Madame Alapini Gansou a prolongé cette analyse, en parlant de contexte sociologique, du fait que la démocratie n'est pas seulement une question juridique mais aussi sociologique. Alioune Tine l'a confirmé. Rappelons donc l'importance de l'histoire et de la mémoire dans la construction et la consolidation de la démocratie en Afrique.

La discussion a également permis de souligner aussi la dimension éthique, à plusieurs reprises. Si Démocratie et Droits de l'Homme s'articulent nécessairement pour une gouvernance de développement, cette articulation ne se limite pas à la seule dimension juridique des deux notions. **Leur dimension éthique doit impérativement être intégrée à la réflexion et à l'action.**

En fin de compte, pour moi, le plus important ici est l'appel qui a été fait à la sagesse. La sagesse de tout le monde. L'un d'entre nous a justement rappelé que dans un contexte délicat et difficile, il est aisé de prendre des positions extrêmes, et ajouter ainsi de l'huile sur le feu. Mais ce n'est pas là notre responsabilité. Je crois que le plus important, pour les

acteurs politiques et, la société civile, c'est d'agir pour la liberté et la justice ; et surtout de le faire dans la sagesse. C'est en lançant des appels à la non violence que nous bâtirons cette démocratie.

**Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,**

Un des objectifs de cette première conférence annuelle sur la Démocratie et les Droits de l'Homme était aussi de dégager la thématique de la prochaine conférence. S'il est vrai que nous n'y sommes pas parvenus, le débat n'en a pas été moins riche. De ces échanges de haut niveau, ressort une volonté très nette de centrer davantage les discussions vers un thème plus ciblé. Soyez assurés que nous prendrons en compte cette demande pour l'organisation de la conférence à venir. Le plan de travail 2011 de l'IAG l'intègre déjà.

**Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,**

Voilà ce que j'ai retenu de nos débats de ce matin.

J'aimerais encore, au nom de l'Institut et en votre nom, remercier Madame Alapini Gansou qui a effectué le voyage de Cotonou, pour venir partager son expérience et ses perspectives avec nous aujourd'hui.

Merci beaucoup Madame. Vous avez le soutien de l'IAG dans vos tâches en tant que présidente de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Je lance ici un appel non seulement aux partenaires qui accompagnent l'Afrique, mais aussi aux citoyens de l'Afrique, à soutenir cette commission. C'est une commission qui travaille avec des moyens minimaux, mais qui a beaucoup accompli cette année. S'il y a une institution qui mérite d'être soutenue et renforcée à tous les niveaux, c'est bien cette commission qui a été créée pour faire avancer nos droits individuels et collectifs en Afrique.

Merci aussi à mon ami et cher frère Alioune d'avoir accepté notre invitation. En t'invitant, j'étais sûr que tu allais amener beaucoup d'énergie et des perspectives fondées sur l'expérience que tu as développée partout dans le monde et surtout dans les différents pays de l'Afrique.

J'aimerais remercier Madame la Ministre Coumba Gaye qui a accepté d'ouvrir le débat ce matin. Ce faisant, je remercie le gouvernement et le peuple sénégalais pour le soutien qu'ils ont accordé depuis le début à l'Institut. Un soutien qui continue.

Permettez-moi ici aussi de remercier son Excellence Monsieur le Premier Ministre, qui a accepté de parrainer cette première conférence de l'IAG.

Merci aussi aux ambassadeurs, les membres du corps diplomatiques qui sont présents.

Merci aux universitaires. Certains d'entre eux sont même venus de Saint-Louis et d'ailleurs pour assister à la conférence de ce matin. Bienvenue et merci beaucoup.

Merci enfin à la coopération française et à Trust Africa qui ont contribué au financement pour cette activité aujourd'hui.

A vous tous, qui avez pris du temps, dans vos agendas chargés, pour partager avec nous ce matin sur cette thématique fondamentale,

je vous remercie.

**Professeur Adebayo Olukoshi
Dakar,
6 décembre 2010**